

28 mai 2021

Soudan : Situation sécuritaire au Darfour depuis 2017

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. La situation avant 2018 et la chute du régime.....	3
2. La contestation à Khartoum (2018-2019).....	4
2.1. Les mouvements de contestation.....	4
2.2. Les divisions au sein de la contestation	4
2.3. Le rôle de Hemetti	5
3. Situation au milieu de l'année 2020	6
3.1. Les heurts du 12 juillet 2020.....	6
3.2. Situation des groupes rebelles	7
3.3. Violences intercommunautaires	7
4. Situation à partir de la fin août 2020.....	8
4.1. Violences de l'armée sur des civils.....	8
4.2. Situation des groupes rebelles	8
4.3. Problématique des terres occupées.....	9
4.4. Violences intercommunautaires	9
4.4.1. Les violences de janvier 2021.....	10
4.4.2. Les violences d'avril 2021.....	11
Bibliographie.....	12

Résumé :

Cette note fait le point sur la situation au Darfour. La région connaît de régulières tensions intercommunautaires et les forces de sécurité, au même titre que les groupes rebelles, continuent de commettre des crimes contre la population. Néanmoins, depuis le début de l'année 2021, deux épisodes de grande violence sont venus s'ajouter à la situation sécuritaire au Darfour.

Abstract :

This note focuses on the situation in Darfur. The region experiences regular intercommunal tensions and both the security forces and rebel groups continue to commit crimes against the population. However, since the beginning of 2021, two episodes of great violence added to the security situation in Darfur.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. La situation avant 2018 et la chute du régime

La situation sécuritaire dans les cinq Etats du Darfour se caractérise, même après la chute de l'ancien président Omar al-Bachir, par une double problématique d'opposition :

- Celle qui voit s'affronter le centre, Khartoum tout particulièrement, et périphérie, Darfour et « Deux régions » tout particulièrement ;
- Celle qui depuis bien longtemps voit s'affronter pasteurs nomades et agriculteurs sédentaires pour la maîtrise des ressources et des terres.

Au sujet des groupes rebelles, malgré une tentative de réimplantation de la faction Minni Minawi de l'Armée de libération du Soudan – Minni Minawi (*Sudan Liberation Army–Minni Minawi*, SLA-MM) en mai 2017, rapidement repoussée, les mouvements de contestation armée darfouris ne sont plus présents sur le territoire soudanais. La SLA-MM et le Mouvement Justice et Egalité (*Justice Equality Movement*, JEM) montent ainsi des opérations depuis la Libye et le Soudan du Sud¹. Seule la faction Abdal Wahid de l'Armée de libération du Soudan – Abdal Wahid (*Sudan Liberation Army– Abdal Wahid*, SLA-AW) possède encore des bastions dans le pays, néanmoins très circonscrits à la région du Jebel Mara².

Les **Forces de soutien rapides** (*Rapid Support Forces*, RSF) avatars directs des milices *janjawid*, force paramilitaires issues des tribus arabes du nord du Darfour³ et engagées par le gouvernement de Khartoum dans le but d'endiguer l'action des mouvements rebelles dans la région, ont mené une **guerre meurtrière et efficace contre les groupes armés darfouris**. Menant raids et pillages, ces milices très zélées outrepassent régulièrement leurs prérogatives en s'attaquant également aux civils et visent tout particulièrement les personnes issues des populations « non arabes ». Selon Jérôme Tubiana, il s'agit d'une stratégie élaborée de domination menée avec l'aval du gouvernement de Khartoum⁴.

Ainsi, une première lutte intercommunautaire est-elle visible au travers de la **confrontation « arabe » - « non arabe »**, laquelle s'accompagne d'attaques à main armée, de viols, de pillages et de meurtres⁵. Néanmoins, une seconde dichotomie touche la région, celle des agriculteurs et des nomades au sujet de l'appropriation des terres et qui provoque régulièrement des morts lors d'**affrontements violents entre groupes nomades pastoraux et communautés agricultrices**⁶.

Les violences intercommunautaires provoquent régulièrement des déplacements de population, notamment au moment de la saison agricole, quand les pluies arrivent. Il est important de noter que 2,8 millions de personnes souffrent de la faim dans les cinq Etats du Darfour dont 545 000 pour le seul Darfour Ouest. Ces conflits fonciers récurrents fondés sur la spoliation trouvent leur origine en 2003, dans l'insurrection « non arabe » qui a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés. D'anciens propriétaires spoliés ont alors trouvé de nouveaux occupants sur leurs terres, provoquant de nombreux conflits⁷.

Même si l'intensité des conflits a largement baissé, la problématique de l'attribution des terres ou de leur récupération après le départ d'anciens occupants reste centrale dans les cinq Etats du Darfour⁸.

¹ Le Monde, 13/6/2017, [url](#) ; France-info, 16/08/2018, [url](#)

² RFI, 10/6/2017, [url](#) ; TUBIANA, octobre 2019, [url](#)

³ TUBIANA, 2005, [url](#)

⁴ TUBIANA, octobre 2019, [url](#)

⁵ VOA, 22/2/2017, [url](#)

⁶ TUBIANA, 2005, [url](#)

⁷ France 24, 27/7/2020, [url](#)

⁸ France 24, 20/3/2020, [url](#)

2. La contestation à Khartoum (2018-2019)

2.1. Les mouvements de contestation

Après plusieurs mois d'intenses manifestations à Khartoum et à travers le pays, le président Omar al-Bachir est renversé le jeudi 11 avril 2019. Un conseil militaire de transition dont le mandat s'étend sur deux ans le remplace afin de dialoguer avec la population dans le but de construire le nouveau régime⁹.

Qu'il s'agisse de la vie chère, de l'absence d'espace démocratique, des conflits dans les régions périphériques, de l'islamisation du discours du pouvoir, de la corruption généralisée ou de la montée des inégalités, autant de motifs expliquant la grogne populaire, tous ont pu bénéficier de la visibilité offerte par internet. Pour Roland Marchal, chercheur à l'Observatoire de la Corne de l'Afrique à Science-Po, si les moyens de diffusion sont neufs, les motifs, eux ne le sont pas. La chute de l'ancien président Omar al-Béchir s'inscrit, en effet, dans la logique des mouvements de protestation contre la vie chère, lesquels ont débuté dès 2009 pour s'intensifier après 2011 et la scission du Soudan du Sud. En ce sens les réseaux sociaux ont énormément contribué à renforcer la lutte, en offrant un médium inégalable pour la diffusion des informations¹⁰.

Les mouvements sociaux qui animent le Soudan depuis plusieurs années sont très hétérogènes politiquement, ce qui a été une force dans la phase de manifestations, car cela a permis de rendre particulièrement visible le mécontentement populaire. Cependant, cette polymorphie constitue désormais une faiblesse dans la phase de négociation avec les militaires, car elle implique des intérêts épars tirant dans des directions parfois assez différentes¹¹.

Au sein des mouvements de contestations soudanais, trois catégories importantes de la population ont porté la lutte :

- Les jeunes, touchés par la crise économique et qui veulent du changement ;
- Les femmes, qui souhaitent accéder à plus de reconnaissance politique et sociale ;
- Les « cadets sociaux¹² », originaires des régions périphériques comme le Darfour, qui souhaitent prendre leur revanche sur un régime qui a été « d'une grande violence » avec eux¹³.

2.2. Les divisions au sein de la contestation

De nombreuses divisions sont apparues dans les semaines qui ont suivi la chute du régime. Or Roland Marchal estime que ces divisions sont instrumentalisées par les anciens du régime et ceux qu'il nomme « la vieille garde islamiste ». Selon lui, deux mois après la chute d'Omar al-Bachir en mai 2019, la situation demeure chaotique, en raison de l'état de guerre permanent régnant dans les régions périphériques et de la difficulté de procéder à des négociations : « El-Bachir a réussi à rendre le Darfour absolument ingouvernable. Le dossier est encore plus complexe qu'il ne l'était en 2008 avec des implications régionales importantes tant du Tchad que de la Libye¹⁴ ».

A la même période, en juillet 2019, Jean-Nicolas Bach directeur du Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ) de Khartoum, nuance un peu le propos en expliquant que le Soudan ne se situe alors plus dans « l'exacte continuité du régime d'Omar el-Bachir ». Néanmoins, il concède que « la révolte n'a pas encore permis d'enclencher une véritable transition¹⁵ ».

Pour Jérôme Tubiana, chercheur indépendant, spécialiste du Soudan et du Darfour, la marginalisation des périphéries perdure, y compris après la chute du régime et au sein même du soulèvement. Pour le

⁹ La Croix, 11/4/2019, [url](#)

¹⁰ DELOY et PERIER, 13/05/2020, [url](#)

¹¹ *Ibid.* [url](#)

¹² Communautés soudanaises marginalisées par le pouvoir central

¹³ *Ibid.* [url](#)

¹⁴ DELOY, 7/06/2019, [url](#)

¹⁵ BACH, 7/2019, [url](#)

chercheur, il est important de noter : « le rôle crucial désormais joué par les milices arabes du Darfour qui, après s'être soudainement retournées contre le régime qui les a créées, ont échoué à s'allier avec l'opposition du centre et tentent maintenant de constituer un bloc avec leurs anciens ennemis : les civils et les rebelles non arabes des périphéries¹⁶ ».

Il explique ce phénomène de la manière suivante : « La période de transition actuellement en cours au Soudan semble, depuis le début des manifestations qui l'ont déclenchée en décembre 2011, reproduire en grande partie cette dichotomie entre centre et périphéries, voire l'aggraver en se concentrant, plus que sur le "centre" historique, sur la capitale elle-même. La couverture médiatique et les discours militants ont souvent, consciemment ou non, reproduit un schéma plus ancien reléguant les citoyens des périphéries au rôle d'acteurs extérieurs ou de simples spectateurs condamnés à accepter les changements se jouant dans la capitale ». Pourtant Jérôme Tubiana note que **ces citoyens des périphéries constituent désormais une force en capacité de déstabiliser le pays, au moins le Darfour**¹⁷.

Pourtant, au début des manifestations de décembre 2018 à Khartoum et dans d'autres villes du centre du pays, les participants originaires du Darfour sont peu nombreux comparativement aux mouvements sociaux de 2013 qui se déroulèrent dans la capitale. Cependant, la participation moindre aux plus récents mouvements s'explique par le fait qu'en 2013, qu'ils aient ou non pris part aux protestations, les personnes originaires du Darfour ont été la première cible de la répression. Par ailleurs, phénomène parallèle, le soutien des « non-arabes » aux mouvements rebelles de la région n'a cessé de diminuer¹⁸.

La faible représentation des personnes issues du Darfour dans les manifestations de Khartoum s'explique également par l'extrême centralisation du pouvoir et des capitaux entre les mains d'un petit nombre de grandes familles, dynasties et communautés depuis l'indépendance du Soudan en 1956. Ce phénomène est pour Jérôme Tubiana l'une des principales caractéristiques de l'histoire politique du pays et la cause des rébellions dans les régions périphériques. Les gens du Darfour ne sont que très peu représentés dans les sphères dirigeantes. Ce sont toujours les « élites riveraines », les gens du centre du pays qui gouvernent. Il y a une extrême défiance vis-à-vis des gens issus des périphéries. **Les renseignements soudanais opèrent ainsi une répression violente à l'encontre des « non arabes » à Khartoum**¹⁹.

Avant la chute du gouvernement du président al-Bachir, l'Etat diffuse de fausses confessions et des accusations d'actes illégaux et inhumains visant des membres des groupes rebelles, notamment la faction Abdul Wahid de la SLA-AW. Néanmoins en avril 2019, des personnes originaires du Darfour participent au *sit-in* organisé par les manifestants à Khartoum. Pour Jérôme Tubiana, ils ne le font pas seulement en opposition au gouvernement, mais également pour montrer la souffrance darfourie et en parler avec les gens du centre afin que leur message soit relayé²⁰.

2.3. Le rôle de Hemetti

Un autre point important concernant la situation au Darfour concerne la place que tiennent désormais les RSF. Dans un premier temps, ces milices ont été chargées par le gouvernement de surveiller et d'endiguer le *sit-in* susmentionné. Un changement se produit en mars 2019 lorsque Mohammed Hamdan Daglo dit Hemetti, le chef des RSF, refuse l'ordre du gouvernement du président al-Bachir d'envoyer ses milices disperser la manifestation par la force²¹. Ce refus lui vaut, une fois l'ancien régime renversé, d'être nommé vice-président du Conseil militaire de transition, chargé de la transition vers le nouveau régime²².

Hemetti est un personnage central pour comprendre la nouvelle donne politique au Darfour. Devenu populaire pour s'être opposé à la décision d'al-Bachir de disperser le *sit-in*, il opère également une campagne de relations publiques visant à redorer son image. En parallèle, il devient tout de même un

¹⁶ TUBIANA, 10/2019, [url](#)

¹⁷ *Ibid.* [url](#)

¹⁸ *Ibid.* [url](#)

¹⁹ *Ibid.* [url](#)

²⁰ *Ibid.* [url](#)

²¹ The Guardian, 29/5/2019, [url](#)

²² TUBIANA, 10/2019, [url](#)

sujet de discorde au sein des manifestants, notamment entre, d'une part, ceux du centre et, d'autre part, ceux des périphéries. « Ces derniers mettent en garde sur son passé violent, peu connu au centre ». L'objectif des manifestants issus du Darfour est d'empêcher le rapprochement entre Hemetti et les mouvements de protestation du centre²³.

Les Darfouris sont inquiets de l'ascension de ce personnage, car pour eux, il est le meneur d'un projet suprémaciste « arabe » sur les « non Arabes », fondé sur les idéaux véhiculés par le manifeste politique, anonyme, très en vogue chez les Arabes du Darfour, Qoreish 2, mise à jour d'une première version qui avait été écrite et diffusée plusieurs années auparavant. Selon ce manifeste, les populations arabes « doivent tout d'abord s'allier à l'élite du centre et au régime d'Omar al-Bechir contre les non Arabes, afin d'infiltrer l'armée et les services de renseignement, avant de se retourner contre le centre²⁴ ».

Le 3 juin 2019, néanmoins, Hemetti se retourne contre les manifestants et disperse le *sit-in*, présentant les violences, ayant fait plusieurs centaines de morts et de blessés, comme une nécessité pour un retour à l'ordre²⁵. Ceci l'oblige, puisqu'il est désormais coupé de l'opposition du centre, à se tourner vers les populations des périphéries. Notamment il se rapproche des mouvements rebelles au Darfour. Peu à peu, l'homme se présente comme la voix du Darfour et le seul canal de dialogue avec les groupes rebelles, tout particulièrement la SLA-MM et le JEM dont les membres sont pour la plupart établis hors du pays²⁶.

Aussi, la chute du président al-Bachir devient une opportunité pour les groupes rebelles de se réimplanter sur le territoire soudanais. Néanmoins cela ne se fera pas sans un accord de non-agression avec Hemetti. Par ailleurs dans les périphéries, la population s'est de plus en plus distanciee des mouvements armés. Elle demeure ainsi toujours hostile au chef des RSF. Néanmoins, de plus en plus de non Arabes rejoignent ses forces, ce qui pourrait, sur la longue durée, profiter à Hemetti²⁷.

En parallèle, Hemetti établit une stratégie de visibilité politique, de renforcement de ses acquis et de légitimation. Il se pose ainsi en fer de lance des discussions qui ont lieu entre les rebelles des régions du Sud du pays tout en s'assurant que les membres des RSF se muent en une partie intégrante de l'armée régulière²⁸.

3. Situation au milieu de l'année 2020

L'*Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation* (ACCORD), le service de recherches documentaires sur l'asile de la Croix-Rouge autrichienne, estime, à partir des données recensées par l'ONG américaine *Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), que le Darfour fait face, comme le Kordofan, à une situation plus tendue que dans le reste du pays. Ainsi, le Kordofan Sud et le Darfour Ouest recensent les niveaux les plus hauts d'incidents rapportés liés à des conflits ayant occasionné au moins un mort. Viennent ensuite les Darfour Nord et Sud ainsi que la région Mer Rouge, située à l'ouest du pays. Le rapport d'ACCORD indique que sur 2 015 incidents référencés 117 sont liés à des manifestations, mais qu'en règle générale, ces derniers n'occasionnent que peu de morts. *A contrario*, les incidents liés à des violences contre des civils sont moins nombreux, 49 mais 22 d'entre eux ont entraîné des morts. De manière générale, **le nombre d'incidents est stable pour le premier quart de l'année 2020, mais le nombre de décès est en baisse**²⁹.

3.1. Les heurts du 12 juillet 2020

Les Nations unies publient régulièrement des rapports de situation sur le Soudan. Celui du 16 juillet 2020 note que les avancées de la COVID-19 sont inquiétantes. En effet, désormais, plus de 10 500 personnes ont contracté la maladie au Soudan. Les décès s'élèvent au moins à 600 personnes. Cela complique la situation dans les camps de personnes déplacées. Le 7 juillet 2020 des mesures de

²³ *Ibid.* [url](#)

²⁴ *Ibid.* [url](#)

²⁵ Jeune Afrique, 6/6/2019, [url](#) ; Le Monde, 17/6/2019, [url](#)

²⁶ TUBIANA, *op.cit.* 10/2019 [url](#)

²⁷ *Ibid.* [url](#)

²⁸ Small arms Survey, juin 2020^o, [url](#) ; Radio Dabanga, 23/12/2019, [url](#)

²⁹ ACCORD, 6/2020, [url](#)

confinement ont été prises par le gouvernement afin de fermer les frontières des Etats les plus touchés, Darfour Nord et Ouest. Les mouvements sociaux sont interdits et, par conséquent les manifestations également³⁰.

Un lien peut être fait avec des événements qui se sont produits une semaine plus tôt. En effet, **le 30 juin 2020, dans plusieurs villes du pays, ont eu lieu des manifestations pacifiques**. Avec une dizaine de milliers de participants, il s'agissait du plus vaste mouvement de protestation depuis le changement de gouvernement. Les revendications sont notamment une accélération des réformes politiques et la refonte des forces de sécurité³¹.

Malgré le pacifisme des mouvements, le 12 juillet 2020, à Fata Bono, dans l'Etat du Darfour Nord, a eu lieu une manifestation de soutien au *sit-in* de Khartoum. La situation a dégénéré lorsque la police a tenté de disperser les participants en utilisant notamment force gaz lacrymogène, occasionnant ainsi des dizaines de blessés. À la suite de ces événements, l'état d'urgence a été imposé dans l'État du Darfour Nord³².

3.2. Situation des groupes rebelles

Dans son rapport de 2020, le Conseil de sécurité des Nations unies pointe plusieurs problématiques concernant la région du Darfour. Tout d'abord, il est question des groupes armés rebelles, notamment de la SLA-AW, seul mouvement rebelle darfourien dont le bastion soit encore présent dans le pays, dans la région du Jebel Mara³³. Ainsi, entre 2017 et la fin 2019, le groupe connaît des dissensions intérieures graves lesquelles mènent à la création de deux factions concurrentes, celle de Saleh Borsa (SLA-AW-Saleh Borsa) et celle de Mubarak Aldouk (SLA-AW-Mubarak Aldouk) et à de nombreux affrontements dans la région du Darfour Central. Il est également question de plusieurs attaques de la part de la faction dissidente SLA / *Peace and development* (SLA/PD) contre des camps de réfugiés situés dans la région du Darfour Nord³⁴.

L'ONG d'analyse sécuritaire suisse *Small Arms Survey* précise que la SLA-AW refuse toujours de dialoguer avec le gouvernement de transition tant que ce dernier n'aura pas accepté ses revendications. Paradoxalement, ceci conforte Hemetti comme médiateur entre le centre et les périphéries. Néanmoins, le rapport de juin 2020 met en lumière son rôle trouble et des conflits d'intérêts évidents. En effet, sa famille est impliquée dans des entreprises occultes liées à l'exploitation de mines d'or³⁵.

3.3. Violences intercommunautaires

Le rapport des Nations unies susmentionné mentionne également des nombreuses tensions intercommunautaires au sujet des terres et des ressources, en particulier entre populations sédentaires et nomades. Il s'agit de conflits récurrents entre agriculteurs et nomades au sujet notamment de l'accès aux pâturages. Cette problématique occasionne régulièrement de violents affrontements³⁶.

Entre le 19 et le 26 juillet 2020, sept incidents ont été dénombrés dans l'Etat du Darfour Ouest au sujet des terres. Notamment, le 25 juillet, plusieurs centaines d'hommes non identifiés ont mené un raid armé dans le village de Masteri, à 48 km d'al-Ganaina, dans l'Etat du Darfour Ouest, tuant plus de 60 personnes et en blessant 60 autres, en majorité d'ethnie masalit. Le gouvernement a annoncé le déploiement des forces de sécurité dans la région afin de protéger les citoyens³⁷.

³⁰ Nations unies, 15/7/2020, [url](#)

³¹ Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Centre allemand d'information pour l'asile et les migrations), 6/07/2020, [url](#)

³² Nations unies, *op.cit.* 15/7/2020, [url](#)

³³ Le gouvernement soudanais a autorisé les Nations unies à accéder à la région du Jebel Mara qui lui était inaccessible depuis 2017. Nations unies, "Security Council – Children and armed conflict in the Sudan – Report of the Secretary-General", 29/6/2020, [url](#)

³⁴ *Ibid.* [url](#)

³⁵ Small arms Survey, *op.cit.* [url](#)

³⁶ *Ibid.* [url](#)

³⁷ France 24, *op.cit.* 27/7/2020, [url](#)

4. Situation à partir de la fin août 2020

4.1. Violences de l'armée sur des civils

Le département d'Etat des Etats Unis (USDOS) publie, en mars 2021, un rapport portant sur l'année 2020. Il y est expliqué qu'au Darfour ainsi que dans la zone des « deux régions³⁸ », **des forces paramilitaires et des groupes rebelles continuent, sporadiquement, à commettre des meurtres, des viols et des actes de tortures sur des civils.** En 2020, des membres de la mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (UNAMID) ont par ailleurs été jugés pour des faits de violences sexuelles.³⁹

4.2. Situation des groupes rebelles

En octobre 2020, un accord de paix (accord de Juba) est signé entre le Gouvernement de transition et les groupes armés du Darfour, pour la plupart hors du territoire national, en Libye et au Soudan du Sud. Néanmoins selon *The New Humanitarian*, « le conflit est loin d'être terminé ». En effet la SLA-AW, dernier groupe rebelle présent sur le territoire national, continue de recruter et d'entraîner des combattants et ses chefs rejettent l'accord. Pour Abdelgadir Abdelrahman Ibrahim qui commande l'une des principales sous-factions de la SLA-AW, cet accord n'est pas conforme aux besoins de la population. Même si un cessez-le-feu a désormais été mis en place à l'échelle nationale, des heurts entre sous-factions de la SLA-AW ont toujours lieu et l'avenir politique du bastion du Jebel Mara demeure incertain.⁴⁰ Ces informations sont confirmées par un rapport d'octobre 2020 du *Danish Refugee Council* (DRC).⁴¹

Comme le souligne un article de Radio France Internationale (RFI) du 9 mars 2021, **la SLA-AW a effectivement refusé de signer l'accord d'octobre 2020. Elle n'a donc pas déposé les armes.** Abdallah Ousmane, membre du Bureau politique du mouvement, estime que les anciens rebelles ayant négocié la paix avec l'actuel gouvernement l'ont fait par « appétit du pouvoir ». Parlant pour la SLA-AW, il affirme les choses suivantes : « *Nous voulons une paix concrète, pas un simple partage du gâteau. Cette paix ne doit pas servir une cause personnelle. L'accord de Juba ne règle pas la crise. Il ne s'intéresse pas aux racines du problème, comme le retour des déplacés sur leurs terres d'origine, les compensations individuelles, les milices qui ont attaqué, tué, brûlé et qui sont toujours là* ». ⁴²

Le même jour, RFI publie un autre article, très court. Il y est expliqué que la SLA-AW revendique, information « impossible à vérifier », 60 à 70 000 combattants. Ces derniers possèdent « un armement léger. Des Kalachnikovs, des mitrailleuses, des lance-roquettes. L'ALS [SLA-AW] n'a pas de blindés, pas de moyens aériens. Quand les avions bombardent, les rebelles se cachent dans des grottes ». L'article souligne la « force limitée » du groupe qui « a d'ailleurs perdu une douzaine de localités depuis 2016 ». ⁴³

Selon ses porte-paroles, la SLA-AW s'auto finance. Les habitants de la région du Jebel Marra aideraient les membres de ce groupe « de manière spontanée ». A ceci s'ajoutent des revenus complémentaires issus des mines d'or présentes sur la zone.⁴⁴

Selon le rapport de l'USDOS sur l'année 2020, les groupes rebelles au Darfour continuent à commettre des meurtres, des viols et des actes de tortures sur des civils. Néanmoins, le département d'Etat américain précise que le phénomène s'est fait plus sporadique depuis 2020.⁴⁵

³⁸ Régions du Kordofan Sud et du Nil Bleu

³⁹ USDOS, *op.cit.* [url](#)

⁴⁰ The New Humanitarian, 21/4/2021, [url](#)

⁴¹ DRC, octobre 2020, [url](#)

⁴² RFI, 9/3/2021, [url](#)

⁴³ RFI, 9/3/2021, [url](#)

⁴⁴ RFI, 9/3/2021, [url](#)

⁴⁵ USDOS, *op.cit.*, [url](#)

4.3. Problématique des terres occupées

La problématique des terres occupées reste d'actualité. Un article de RFI du 11 mars 2021 parle de la situation à Jabra (Abu Jabra), un « ensemble de villages où la tribu arabe Saada est installée », dans l'Etat du Darfour Sud. Selon des habitants issus de la communauté arabe interrogés par RFI, la zone est maintenant sécurisée et il n'y a plus de violences entre arabes et non arabes, Four en l'occurrence.

Selon des témoignages de personnes arabes, les populations dites « Arabes » sont présentes au Darfour depuis une époque antérieure à « la colonisation anglaise ». Néanmoins, pour les populations non arabes, les Four notamment, « les tribus arabes fuyant la sécheresse seraient arrivées au Darfour dans les années 1970. La dictature d'Omar el-Béchar les auraient utilisées comme bras armé pour arabiser le Darfour, entraînant des accusations de génocide et crimes de guerre ».⁴⁶

De nombreuses personnes non arabes considèrent les populations arabes comme des « envahisseurs ». Dans le cas de la localité de Jabra, une personne d'ethnie Four affirme, en parlant des Saada : « ils mentent. Ils ont changé la réalité [...] Ils mentent parce qu'ils veulent rester ici. Parce que ce village appartient à quelqu'un d'autre. Les Saada sont venus après les violences de 2003. Les Four vivaient ici avant, mais ils ont été chassés durant la guerre. Ils ont fui jusqu'au camp de Mershing⁴⁷ ». ⁴⁸

L'équipe de RFI affirme ensuite avoir vu un groupe de personnes. Il s'agit de personnes déplacées habitant au « camp de Mershing. D'ethnie Four, ils affirment être originaires de Jabra. Mais les Arabes Saada les ont surpris en train de ramasser du bois et viennent tout juste de les chasser ». L'un des déplacés affirme qu'il possède une ferme mais que des colons « arabes » s'en sont emparés. ⁴⁹

Le rapport d'octobre 2020 du DRC propose un point de vue complémentaire aux articles de RFI. En effet, il y est expliqué que les rapports entre populations arabes et non arabes ne sont pas à concevoir en un strict antagonisme ethno-tribal et qu'en de nombreux endroits les deux communautés se côtoient et vivent en bonne intelligence. ⁵⁰

Au lieu d'expliquer un certain nombre de tensions par un simple phénomène de spoliation d'une communauté sur une autre, le rapport se fonde sur le mode de vie pour analyser le problème. Ainsi, dans les zones de conflit, les populations nomades et pastorales viennent faire paître leurs troupeaux dans les champs qui n'ont pas encore été moissonnés. En conséquence, **de nombreux conflits démarrent au début de la saison des pluies**, habituellement autour de juin. ⁵¹

Un autre moment clé prend place durant la saison sèche, quand les puits et les réserves en eau formés lors de la saison des pluies, se tarissent. Les pasteurs nomades vont alors sur les terres des sédentaires pour obtenir de l'eau, ce qui occasionne de nombreux conflits. ⁵²

4.4. Violences intercommunautaires

Deux grands cycles de violence dans l'Etat du Darfour Ouest, en janvier et avril 2021, ont fait l'objet d'une littérature conséquente. Pourtant, selon, *Amnesty International* (AI), ces deux événements sont à insérer dans un schéma plus vaste. En effet, selon l'ONG, les Nations unies ont enregistré une forte augmentation des heurts inter communautaires au Darfour : 28 entre juillet et décembre 2020, soit 87% d'augmentation par rapport à l'année précédente. ⁵³

⁴⁶ RFI, 11/3/2021, [url](#)

⁴⁷ Dans les environs de Jabra

⁴⁸ RFI, 11/3/2021, [url](#)

⁴⁹ *Ibid.* [url](#)

⁵⁰ DRC, *op.cit.* [url](#)

⁵¹ *Ibid.* [url](#)

⁵² *Ibid.* [url](#)

⁵³ AI, 1/3/2021, [url](#)

4.4.1. Les violences de janvier 2021

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies (UNHCR) indique, que la région du Darfour connaît un épisode de grande violence qui a d'ores et déjà forcé des milliers d'individus à fuir pour se réfugier au Tchad ces violences sont dues à des heurts intercommunautaires lesquels ont commencé le 15 janvier 2021 « dans l'Etat du Darfour de l'Ouest et se sont étendus au Darfour du Sud le jour suivant », phénomène qui entraîne la mort de 250 personnes dont 3 travailleurs humanitaires et qui force plus de 100 000 personnes à partir de chez elles.⁵⁴

Selon AI, cet épisode de violences commence le 15 janvier à al-Geneina avec le meurtre d'une personne arabe par une autre, Masalit (communauté non arabe) lors d'une querelle. S'en suit une attaque groupée de plusieurs éléments arabes sur le camp de personnes déplacées de Krinding, près de la ville.⁵⁵

Des événements similaires ont eu lieu le 29 décembre 2019 après qu'un groupe de miliciens arabes de la tribu Rizeigat a effectué une attaque sur ce même camp, en réponse à l'assassinat de l'un des leurs, quelques jours auparavant. Au 17 janvier 2021, AI indique qu'au moins un tiers du camp de Krinding a été détruit. Pour la Fédération Internationale pour les droits de l'Homme (FIDH), les violences de janvier constituent un tournant inquiétant dans l'escalade des violences inter communautaires au Darfour.⁵⁶

L'UNHCR indique qu'à la mi-janvier 2021, « quelque 3 500 Soudanais » sont arrivés dans la province tchadienne du Ouaddaï, dans l'Est du pays. Ces personnes, majoritairement des femmes et des enfants, se trouvent dans un grand dénuement en termes de « services de base » et « d'infrastructures publiques », allant même jusqu'à dormir sous des arbres.⁵⁷

Avant les heurts inter communautaires du début de l'année 2021, le Tchad abritait déjà plus de 360 000 réfugiés soudanais. La situation sanitaire due à la COVID-19 a forcé les autorités tchadiennes à créer un site de transit pour les nouveaux arrivants. Ils doivent ainsi passer par une période de quarantaine avant d'être relocalisés dans des camps de réfugiés pré existants. L'UNHCR fournit une aide humanitaire à ces personnes.⁵⁸

Dans un document de février 2021, le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme (OHCHR) apporte d'autres éléments. L'OHCHR estime qu'en dates des 16 et 17 janvier, le climat de tensions intercommunautaires a conduit à des heurts entre Arabes nomades et des membres de la communauté non arabe Masalit, dans les camps de personnes déplacées de Krinding et d'Abu Zar, tous deux proches de la ville d'al-Geneina. Au moment de la publication du document, l'OHCHR estime le bilan humain dans la zone d'al-Geneina à 163 morts, 217 blessés et 50 000 déplacés. Pour ce qui est du bilan matériel, sans plus de précisions, il est indiqué que de « nombreuses propriétés civiles ont été endommagées et pillées ». ⁵⁹ Le 18 janvier, des heurts ont également lieu dans l'Etat du Darfour Sud. Des membres de la communauté Rizeigat et des personnes d'ethnie Felata (Peuls) se sont affrontées dans la ville de Gereida. 72 personnes ont trouvé la mort durant ces événements, plus de 70 ont été blessées et environ une centaine de familles a été déplacée.⁶⁰

Un groupe d'experts des Nations unies a estimé que la situation de violence dans l'Etat du Darfour Ouest implique des mesures fortes pour « assurer la sécurité des citoyens, y compris des personnes déplacées en interne ». Le groupe a aussi affirmé l'urgence de mener des enquêtes afin de déferer les personnes responsables de crimes devant la Justice.⁶¹ Dans un document du 22 janvier 2021, *Human Rights Watch* (HRW) estime que ces violences sont une conséquence du repli de la mission des Nations Unies et l'Union africaine au Darfour (UNAMID), décision prise le 22 décembre 2020 par les Nations

⁵⁴ UNHCR, 22/1/2021, [url](#)

⁵⁵ AI, *op.cit.* [url](#)

⁵⁶ FIDH, 3/2/2020, [url](#)

⁵⁷ UNHCR, 22/1/2021, [url](#)

⁵⁸ *Ibid.* [url](#)

⁵⁹ OHCHR, 1/2/2021, [url](#)

⁶⁰ *Ibid.* [url](#)

⁶¹ *Ibid.* [url](#)

unies. L'ONG déplore cette décision prise en dépit de la montée des violences intercommunautaires et estime que le repli de la mission a effectivement laissé la voie libre aux actes de la mi-janvier. ⁶²

4.4.2. Les violences d'avril 2021

Selon l'UNHCR, un nouvel épisode d'affrontement intercommunautaires commence le 3 avril 2021 ⁶³. Le fait est confirmé par l'OHCHR qui publie, le 9 avril, un document de synthèse sur la situation au Darfour Ouest. Il y est affirmé que les heurts intercommunautaires constituent le dernier épisode en date des violences entre tribus arabes et masalit. ⁶⁴

Les violences ont commencé le 3 avril dans la ville d'al-Geneina lorsque des assaillants, non identifiés mais vraisemblablement d'ethnie « arabe », ont tiré à l'arme à feu, sur des personnes d'ethnie masalit, en en tuant deux et en en blessant une. Conséquemment, s'en suivent des heurts entre des éléments masalit et arabes. Au 5 avril, des dizaines de corps « jonchent les rues » de la ville dont ceux d'enfants et de femmes. Des scènes similaires se sont déjà produites dans l'Etat du Darfour Ouest fin 2019 et, plus récemment, à la mi-janvier 2021. Les heurts ont également occasionné de nombreux dégâts matériels. Un hôpital et des locaux des Nations unies ont notamment été dégradés. ⁶⁵ A l'instar des épisodes précédents, le gouvernement a été incapable d'enrayer le cycle de violence, et ce, malgré un dispositif de sécurité conséquent. ⁶⁶

Selon l'UNHCR, au 13 avril, les personnes nouvellement déplacées dans l'Etat du Darfour Ouest sont estimées à plusieurs milliers par les agences humanitaires. ⁶⁷ A cette date, quelque 1 860 personnes, femmes et enfants notamment, traversent la frontière pour se réfugier au Tchad du fait des affrontements intercommunautaires. Le bilan humain s'élève alors à 230 personnes blessées et 144 morts. ⁶⁸

⁶² HRW, 22/1/2021, [url](#)

⁶³ UNHCR, 13/4/2021, [url](#)

⁶⁴ OHCHR, 9/4/2021, [url](#)

⁶⁵ *Ibid.* [url](#)

⁶⁶ *Ibid.* [url](#)

⁶⁷ UNHCR, 13/4/2021, [url](#)

⁶⁸ *Ibid.* [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en mai 2021.

Institution internationales

Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies (UNHCR), "West Darfur: 1860 refugees forced to cross from Sudan to neighbouring Chad due to intercommunal clashes", 13/04/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2049373.html>

Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme (OHCHR), "West Darfur: Renewed violence between Masalit and Arab groups; at least 87 individuals killed and 191 injured", 09/04/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2049338.html>

Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme (OHCHR), "UN experts call for protection of civilians and investigation into recent incidents of intercommunal violence that occurred in mid-January 2021 in West Darfur", 01/02/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2044714.html>

Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies (UNHCR), "More than 100 000 people displaced by resurgence of violence in Darfur region", 22/01/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2044188.html>

Nations unies, "Sudan – Situation Report", 15/07/2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2033896/Situation+Report+-+Sudan+-+16+Jul+2020+%281%29.pdf>

Nations unies, "Sudan – Situation Report – Last update : 16 July 2020", 15/07/2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2033896/Situation+Report+-+Sudan+-+16+Jul+2020+%281%29.pdf>

Nations unies, "Security Council – Children and armed conflict in the Sudan – Report of the Secretary-General", 29/06/2020, https://www.ecoi.net/en/file/local/2034821/S_2020_614_E.pdf

Institutions nationales

Département d'Etat des Etats Unis (USDOS), "Annual report on human rights", 30/03/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2048174.html>

Danish Refugee Council (DRC), "2020 Conflict Analysis – Central Darfur – Sudan", 09/10/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DRC%202020%20Conflict%20Analysis_Central%20Darfur%2C%20Sudan.pdf

Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, "Briefing Notes – Group 62 – Information Centre for Asylum and Migration", 06/07/2020, <https://www.ecoi.net/en/file/local/2033954/briefingnotes-kw28-2020.pdf>

Austrian Centre for Country of Origin and asylum Research and Documentation (ACCORD), "Sudan, First Quarter 2020 : Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)", 06/2020, https://www.ecoi.net/en/file/local/2031998/2020q1Sudan_en.pdf

Universités et centres de recherche

DELOY Corinne et PERIER Miriam, « Soudan, un an après. Entretien avec Roland Marchal », 13/05/2020, <https://www.sciencespo.fr/cefr/content/soudan-un-apres-entretien-avec-roland-marchal>

TUBIANA, Jérôme, « La 'Transition' soudanaise vue de ses périphéries », 10/2019, https://www.sciencespo.fr/cefr/sites/sciencespo.fr.cefr/files/OAE15_102019.pdf

BACH, Jean-Nicolas, « Ramadan de Sang. Le Soudan entre Révolution et Négociation – Décembre 2018-juillet 2019 », 07/2019, https://www.sciencespo.fr/cepi/sites/sciencespo.fr/cepi/files/OAE12_201907.pdf

DELOY, Corinne, « Quatre questions sur le Soudan », 7/6/2019, <https://www.sciencespo.fr/cepi/fr/content/quatre-questions-sur-le-soudan>.

TUBIANA, Jérôme, « Le Darfour, un conflit identitaire ? », Afrique contemporaine, n°214, 2005, p.165-206, <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-2-page-165.htm>

ONG

Amnesty International (AI), "Sudan: Horrific attacks on displacement camps show UN peacekeepers still needed in Darfur", 1/3/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2046364.html>

Human Rights Watch (HRW), "Darfur: Armed Arab militia attack Massalit residents of al-Genaina city 2 weeks after the end of UNAMID peacekeeping mission", 22/01/2021, <https://www.ecoi.net/en/document/2044061.html>

Small Arms Survey, "Sudan Uprising – Popular Struggles, Elite Compromises, and Revolution Betrayed", 06/2020, <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/reports/HSBA-Report-Sudan-Uprising.pdf>

Fédération Internationale pour les droits de l'Homme (FIDH), "West Darfur : Investigation into Krinding Camp Massacre is urgently needed", 03/02/2020, <https://www.fidh.org/en/region/Africa/sudan/west-darfur-investigation-into-krinding-camp-massacre-is-urgently>

Small arms Survey, "Sudan Uprising – Popular Struggles, Elite Compromises, and Revolution Betrayed", 06/2020", <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/reports/HSBA-Report-Sudan-Uprising.pdf>

Médias

The New Humanitarian, "In Darfur's rebel-held mountains, the war is far from over", 21/04/2021, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2021/4/21/inside-darfurs-rebel-held-mountains>

Radio France Internationale (RFI), « Darfour : malgré la paix signée, le problème des terres occupées persiste à Jabra », 11/03/2021, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20210311-darfour-malgr%C3%A9-la-paix-sign%C3%A9e-le-probl%C3%A8me-des-terres-occup%C3%A9es-persiste-%C3%A0-jabra>

Radio France Internationale (RFI), « Avec l'Armée de Libération du Soudan, le dernier groupe rebelle du Darfour », 09/03/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210309-avec-l-arm%C3%A9e-de-lib%C3%A9ration-du-soudan-le-dernier-groupe-rebelle-du-darfour>

Radio France Internationale (RFI), « Soudan : avec les derniers rebelles du Darfour », 09/03/2021, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20210309-avec-les-derniers-rebelles-du-darfour>

France 24, « Soudan : plus de 60 tués et 60 blessés dans un nouveau massacre au Darfour », 27/07/2020, <https://www.france24.com/fr/20200727-soudan-plus-de-60-tu%C3%A9s-et-60-bless%C3%A9s-dans-un-nouveau-massacre-au-darfour>

France 24, « Exclusif : au Darfour, sur la route des massacres », 20/03/2020, <https://www.france24.com/fr/afrique/20200320-exclusif-au-darfour-sur-la-route-des-massacres>

Radio Dabanga, "El-Burhan: 'Rapid Support Forces are an integral part of the Sudanese army'", 23/12/2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/el-burhan-rapid-support-forces-are-an-integral-part-of-the-sudanese-army>

Le Monde, « Au Soudan, 'Hemetti', le général sanglant qui voulait être roi », 17/06/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/15/au-soudan-hemetti-le-general-sanglant-qui-voulait-etre-roi_5476564_3212.html

Jeune Afrique, « Soudan : le général 'Hemetti', numéro deux du Conseil militaire et figure de la contre-révolution », 06/06/2019, <https://www.jeuneafrique.com/783698/politique/soudan-le-general-hemedti-numero-deux-du-conseil-militaire-et-figure-de-la-contre-revolution/>

The Guardian, "Hemedti: the feared commander pulling the strings in Sudan", 29/05/2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/29/hemedti-the-feared-commander-pulling-the-strings-in-sudan>

La Croix, « Au Soudan, l'armée provoque la chute d'Omar El Béchir », 11/04/2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Au-Soudan-larmee-provoque-chute-dOmar-El-Bechir-2019-04-11-1201015060>

France-info, « Les rebelles du Darfour renforcent leur présence dans la Libye d'Haftar », 16/08/2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/les-rebelles-du-darfour-renforcent-leur-presence-dans-la-libye-dhaftar_3054691.html

RFI, « Jérôme Tubiana : 'La violence n'a pas cessé au Darfour' », 10/06/2017, <https://www.rfi.fr/fr/emission/20170610-jerome-tubiana-rebelles-hostilites-darfour>

Le Monde, « Tchadiens ou Soudanais, ces mercenaires étrangers qui déstabilisent la Libye », 13/06/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/10/tchadiens-ou-soudanais-ces-mercenaires-etrangers-qui-destabilisent-la-libye_5142013_3212.html

Voice of America (VOA), « Le Darfour toujours en proie aux violences intercommunautaires », 22/02/2017, <https://www.voaafrique.com/a/soudan-darfour-troubles-droitshomme-onu-violences-/3735378.html>